



La percée du Front national dans la fonction publique

Luc Rouban

► To cite this version:

Luc Rouban. La percée du Front national dans la fonction publique. The Conversation France, 2016. hal-03459643

HAL Id: hal-03459643

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459643>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La percée du Front National dans la fonction publique

Luc Rouban, Sciences Po, Centre de recherches politiques (CEVIPOF), CNRS, Paris, France
Directeur de recherche au CNRS

En ligne : <https://theconversation.com/la-percee-du-front-national-dans-la-fonction-publique-52955>

Le résultat électoral du Front national lors des élections régionales de 2015 ne se mesure par seulement au fait d'avoir réuni 6,5 millions de voix sur ses listes au premier tour. Derrière les analyses purement électoralistes se dévoile en effet un paysage sociologique nouveau qu'il faut étudier. La progression électorale recouvre en effet un changement d'ordre qualitatif à travers soit le ralliement d'une partie de l'électorat fonctionnaire habituellement réfractaire au parti de Marine Le Pen (c'est le cas notable des enseignants) soit l'extension du vote FN dans des métiers de la fonction publique qui lui étaient assez favorables depuis longtemps (c'est le cas des militaires et des policiers). Cette évolution s'est amorcée lors de la présidentielle de 2012 et s'est confirmée depuis¹.

On s'appuiera ici sur les résultats de la première vague de l'Enquête électorale française du Cevipof² qui porte sur un échantillon total de 23 000 personnes comprenant 3 368 fonctionnaires de l'État (FPE), 1 334 fonctionnaires territoriaux (FPT) et 796 fonctionnaires hospitaliers (FPH).

La première observation est que l'amplification du vote FN entre le premier tour de la présidentielle de 2012 et le premier tour des régionales de 2015 touche tous les secteurs de la fonction publique même si le rythme de progression est moins vif que chez les salariés du privé. Chez ces derniers, le FN gagne 10 points entre les deux élections, de 19% à 29%, mais il gagne 7 points dans les trois fonctions publiques, passant de 16% à 23% dans la FPE, de 17% à 24% dans la FPT et de 19% à 26% dans la FPH. Ces données sont évidemment moyennes car si l'on écarte de la FPE tous les membres du monde enseignant (professeurs des premier et second degrés, directeurs d'établissements, enseignants du supérieur), le vote FN y atteint 30,5% en 2015.

Deux secteurs méritent une attention particulière. Tout d'abord, le monde enseignant. Dans sa totalité (N = 1449), le vote FN y passe de 3,8% en 2012 à 9,4% en 2015, une évolution moyenne qui est également celle des professeurs des écoles (N = 498) et des professeurs du second degré (N = 521). Même si les proportions sont faibles, elles témoignent néanmoins d'une pénétration réelle du FN chez les électeurs de droite de la forteresse électorale de la gauche. Ces enseignants avaient voté en 2012 pour François Bayrou à hauteur de 15% et pour Nicolas Sarkozy à concurrence de 27%. Au total, 12% seulement avaient voté pour les candidats de gauche dont 9% pour François Hollande. 41% avaient déjà voté pour Marine Le Pen. On peut percevoir dans cet exemple, qui peut être généralisé aux autres catégories professionnelles, la porosité entre le vote FN et le vote LR. Le succès électoral du FN est clairement alimenté par les voix qui se portaient sur les candidats LR ou UDI en 2012.

¹. <http://www.enef.fr/les-notes/>

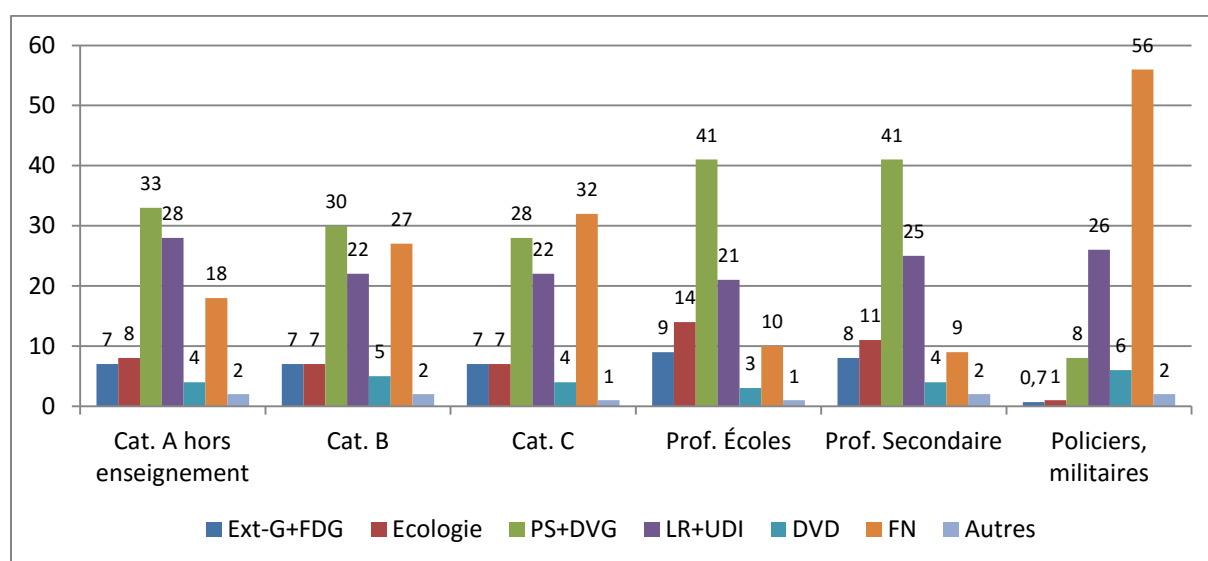
². <http://www.enef.fr>

La progression du FN est encore plus spectaculaire chez les policiers et militaires (N = 485). Les intentions de vote FN de ces derniers montent à 56% contre 30% en 2012, avec une différence marquée entre les militaires - de toutes les armes y compris la gendarmerie - qui choisissent le FN à hauteur de 52% contre 63% pour les seuls policiers. Encore s'agit-il de valeurs moyennes qui recouvrent les actifs et les retraités. Même si l'échantillon se réduit de moitié, on voit alors, sans garantie de représentativité, que le vote FN atteint 57% chez les militaires et 72% chez les policiers.

La seconde observation tient à ce que la progression du FN touche surtout les fonctionnaires de catégorie C. La rupture politique et culturelle entre les agents de terrain et les cadres intermédiaires de catégorie B ou les cadres supérieurs de catégorie A semble consommée, ce qui révèle que les enjeux professionnels s'associent aux enjeux sociétaux comme le rejet de l'immigration ou de l'Islam. Si le choix du FN atteint au sein de la FPE 12% chez les cadres A, il atteint 34% dans la catégorie C. Dans la FPT, l'écart entre les deux catégories est moindre - 16% contre 27% - mais il atteint des sommets dans la FPH où le FN attire 18% des cadres A et 39% des agents de catégorie C. On mesure ici l'ampleur du malaise qui traverse les trois fonctions publiques, un malaise lié à une série de facteurs cumulatifs : la réduction des effectifs et des moyens alors que la demande des usagers s'accroît (c'est clairement le cas de l'hospitalière et de la police ou de l'armée), la déception à l'égard d'un gouvernement socialiste qui a bloqué les salaires, la défiance vis-à-vis de la droite parlementaire dont la logique libérale a surtout profité aux sommets de l'État, le sentiment de payer le coût de la mondialisation comme le montrent les réponses aux autres questions de l'enquête. Mais le sentiment de déclassement a touché aussi une partie de la catégorie A. Dans l'ensemble des trois fonctions publiques, le vote FN de la catégorie A (hors monde enseignant) est de 18%.

L'analyse montre enfin que la progression du FN n'entraîne pas un effondrement du vote pour le PS qui fait un score honorable de 33% dans la FPE contre 36% pour François Hollande en 2012, de 30% dans la FPT contre 36% également en 2012 et de 27% dans la FPH contre 30% en 2012. Même si les deux types de scrutins sont différents et ne peuvent être comparés qu'avec prudence, les écologistes avancent sensiblement en 2015 (8% dans les trois fonctions publiques). En revanche, les listes de la gauche contestataire sont abandonnées (7% dans la FPE contre 15% en 2012) sans que la catégorie joue beaucoup. Cependant, cette évolution se fait à la suite de transferts de vote complexes, effectués parfois dans une visée de vote « utile », et sans que l'on puisse y voir un glissement de la gauche vers le FN, phénomène statistiquement très faible.

Les intentions de vote des fonctionnaires au premier tour des régionales 2015 (%)



Source : Luc Rouban, Enquête électorale française, Cevipof, 2016.